

# La Lettre de la RMF UE



Les interrogations nombreuses çà et là, sur l'Europe de la défense, son ambition, sa crédibilité, ses moyens, sont légitimes. Mais il est tout aussi légitime de constater ses avancées et ses réussites à un moment où la crise des dettes souveraines crée une morosité profonde sur les affaires de sécurité. Ainsi pour 2012, force est de constater que l'UE a su se mobiliser pour lancer trois nouvelles missions civiles de PSDC et qu'elle est en train de s'engager sur une mission de formation militaire au Mali.

Toutes les missions décidées dans la corne de l'Afrique, au Sud Soudan, au Niger et au Mali, en apparence très différentes, résultent d'un long apprentissage de la gestion des crises. Elles témoignent d'une meilleure connaissance réciproque des capacités des acteurs européens, qu'ils soient issus du Service Européen pour l'Action Extérieure, de la Commission, du Secrétariat Général du Conseil ou des Etats membres. Ces missions témoignent également de la mise

au point de procédures de plus en plus tournées vers l'efficacité opérationnelle et sans cesse améliorées.

Pour atteindre de tels résultats, la réalisation d'exercices tels que «Multi Layer 12» est indispensable malgré la difficulté à les réaliser. Encore faut-il en tirer tous les enseignements au profit de futures crises au travers d'une démarche de progrès intégrée et permanente. C'est pourquoi, j'ai souhaité donné la parole, dans notre entretien mensuel, à monsieur TANCHOU, le directeur d'une société civile d'analyse de l'information qui a assisté à «ML 12» afin qu'il nous apporte un regard extérieur objectif, critique et, je l'espère, lucide sur les forces et faiblesses du dispositif actuel de management des crises de l'Union.

Je vous souhaite donc une excellente lecture et, bien sûr, de très belles fêtes de fin d'année.....

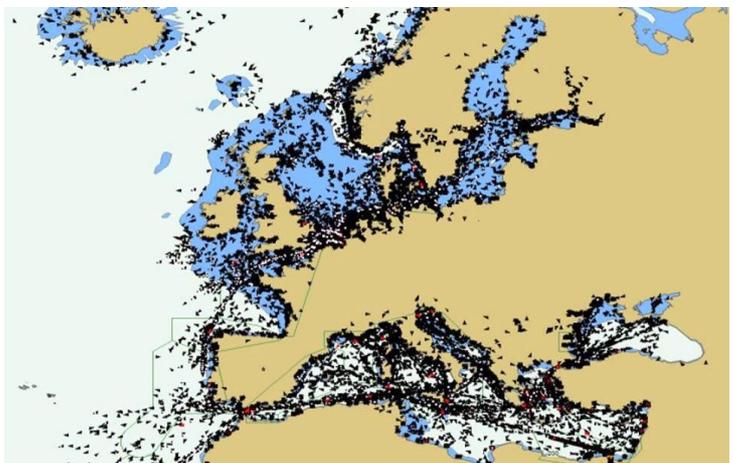
**Général de corps d'armée Gilles Rouby**  
Représentant militaire de la France auprès de l'UE et de l'OTAN

## Capacités

### Le réseau de surveillance maritime **MARSUR** prend le large!

La surveillance maritime requiert une lecture globale et dans la profondeur des très nombreux domaines d'activité en mer, qui peuvent avoir un impact direct sur la sûreté et la sécurité européenne. Elle concentre alors un vaste registre de compétences, de capacités et de méthodes de recueil d'informations acquises au cours d'un long processus de coopération entre les Etats membres.

Le réseau **MARSUR** est né de ce constat en 2005, à la suite d'une décision des ministres de la défense européens qui choisirent de promouvoir un concept, simple d'utilisation, de coopération dans le domaine des échanges d'informations maritimes via des réseaux existants. MARSUR est le témoin d'une pratique européenne vertueuse: afin d'éviter toute forme de duplication entraînant des dépenses injustifiées, l'idée simple et pertinente de s'appuyer sur un «système de systèmes nationaux», connaît désormais un réel succès.



Le réseau d'information: la situation en temps réel

Quinze Etats membres soutenus par l'[Agence Européenne de Défense](#) ont, pendant cinq ans, franchi différentes étapes techniques pour faciliter les échanges, permettant pour la première fois en juin 2011, de



### Géographie coopération et zone d'action

en conditions sévères. On imagine les extraordinaires capacités que ce réseau offrira en 2014, date à laquelle son développement sera achevé, en termes de coopération internationale, mais aussi dans le cadre de missions européennes de défense nécessitant leurs déploiements au large...

1) **Les 18 praticiens de la surveillance maritime**: Belgique, Bulgarie, Chypre, Allemagne, Grèce, Espagne, Finlande, France, Irlande, Italie, Lettonie, Lituanie, Pays-bas, Pologne, Portugal, Norvège, Suède et Royaume Uni.

2) **CISE**: Common Information and Sharing Environment- développé par la [DG MARE](#).

3) **13 Nations coopèrent** dans le cadre d'un projet *ad-hoc* au développement du réseau MARSUR: Belgique, Chypre, Allemagne, Grèce, Espagne, Finlande, France, Irlande, Italie, Pays-Bas, Norvège, Suède et Royaume Uni

lire en temps réel une «image» opérationnelle de la situation maritime aux atterrages de l'Europe, de la Méditerranée à la Baltique. Cette image, soutenue par une franche coopération de six Etats membres, l'Italie, la Finlande, la France, l'Espagne, la Suède et le Royaume Uni, a démontré que la pratique du partage et la confiance mutuelle présentaient une extraordinaire opportunité dans le domaine de l'action de l'Etat à la mer. Cette idée simple a séduit encore davantage d'Etats membres notamment depuis le 11 octobre 2012, où la Bulgarie, la Lettonie et la Norvège ont rejoint ce «club» qui compte désormais dix-huit praticiens de la surveillance maritime<sup>1</sup>. Cette communauté rassemblée par l'échange de données «tactiques» constitue l'un des cadres du soutien de la «PSDC» à la mer et s'inscrit avec force dans la dynamique du «Livre Bleu» européen par la pleine et entière coopération au projet [CISE](#)<sup>2</sup> de la [Commission](#).

Le projet MARSUR connaît maintenant d'autres étapes. Le 11 octobre 2012, a été signé dans le cadre des processus *ad-hoc* de l'[Agence Européenne de Défense](#), un projet de développement réunissant treize nations<sup>3</sup>. Il offrira ainsi un outil opérationnel au profit de la politique de défense européenne à la mer en facilitant l'accès à d'autres organisations et réseaux (Espace, Marines, Institutions non-européennes, etc. ), en permettant la diffusion d'informations classifiées et le déploiement d'un réseau



## Brèves

Le code de conduite proposé par l'[Agence Européenne de Défense](#) a été adopté au cours du comité directeur en format ministre de la défense le 19 novembre. Ce code de conduite vise à structurer le [pooling & sharing](#) sur le long terme en promouvant un certain nombre de bonnes pratiques en matière de partage et de mutualisation capacitaire. Il a vocation à être mis en oeuvre de façon volontaire par les Etats membres.

Le 19 novembre le conseil des affaires étrangères de l'[UE](#) a rappelé son engagement à soutenir le Mali et la [CEDEAO](#) en réponse à leurs demandes respectives. Il a, en outre, donné ses orientations relatives à la rédaction d'un concept de gestion de crise en vue d'être adopté le 10 décembre prochain.



## Opérations

### L'Union européenne au Sahel: EUCAP SAHEL NIGER

Ressortant de la politique de sécurité et de défense commune ([PSDC](#)), [EUCAP Sahel-Niger](#) est une mission civile non-exécutive. Elle s'inscrit dans le cadre plus général de la mise en oeuvre du volet sécuritaire de la stratégie de l'[UE](#) pour la sécurité et le développement au Sahel. Contribuant indirectement à la lutte contre le terrorisme et la criminalité organisée, EUCAP Sahel Niger s'attache à rationaliser, renforcer et parfaire les capacités du Niger dans ce domaine. De fait, les récents événements survenus au

Mali sont venus illustrer, s'il en était besoin, la pertinence de cette démarche et souligner l'urgence qu'il y a à la mettre en œuvre.

Effectivement lancée l'été dernier, la mission achève son déploiement au Niger. Implantée à Niamey, elle est compétente sur l'ensemble du territoire nigérien, notamment s'agissant du Nord du pays qui connaît d'importants problèmes sécuritaires.

A terme, une extension de son empreinte géographique au Mali et à la Mauritanie, est envisageable, en concertation avec les pays souverains concernés et dans le strict respect des besoins qu'ils auront alors exprimés. Une telle perspective participe en effet de l'émergence d'une vision partagée et globale d'une crise, dont la dimension est incontestablement régionale.

D'une durée de deux ans, le mandat initial d'[EUCAP Sahel Niger](#) est donc susceptible d'être reconduit. Ce mandat comporte des activités de conseil stratégique et de formation au profit des forces de sécurité intérieure (FSI) du Niger, dans une logique première d'appropriation de ce processus par les autorités locales. Les FSI comprennent la gendarmerie, la police et la garde nationale, soit environ 16 000 hommes. Parallèlement, EUCAP a également vocation à organiser et promouvoir la coordination et l'interopérabilité des FSI avec les 12000 hommes des Forces Armées Nigériennes (FAN). Cette mise en cohérence des acteurs de la défense et de la sécurité, constitue en effet la condition sine qua non d'un contrôle efficace de l'espace territorial du Niger, notamment s'agissant des zones frontalières et désertiques.



Commandée par le colonel de la garde civile espagnole Francisco Espinoza, EUCAP ne comptera pas moins d'une cinquantaine d'experts internationaux. A cet effet, le budget de la mission devrait s'établir à hauteur de 10 à 12 millions d'euros par an.

Enfin, participant d'une approche globale de la crise, la mission est, bien entendu, conçue et conduite en concertation et en coopération permanentes avec les autres instruments de l'Union européenne, durablement engagés dans la région au titre du développement et de l'aide humanitaire.



## **Test grandeur nature pour l'Union européenne: MULTI LAYER 12**

Du 01 au 26 octobre, l'[Union européenne](#) a conduit son septième exercice de gestion de crise: Multi Layer 12. Organisé par le [Service Européen pour l'Action Extérieure \(SEAE\)](#) et supervisé par M. Agostino Miozzo, le directeur pour la réponse aux crises et la coordination opérationnelle, ML 12 a permis de tester les structures de gestion de crises qui participent à la [Politique de Sécurité et de Défense Commune](#). L'objectif était d'évaluer le fonctionnement et l'interopérabilité de ces instances et des mécanismes de réponses aux crises. Les échelons de décision des niveaux politique, militaro-stratégique et opérationnel ont donc travaillé sur une planification commune.

Le scénario la persistance d'une crise post-conflit entre deux Etats fictifs: Nusia et Recuria. Initialement, le processus décisionnel politico-militaire de prise en compte de la crise a eu lieu à Bruxelles. Il s'est traduit par l'élaboration successive d'un document cadre stratégique, d'un concept de gestion de crise, d'options militaires stratégiques et d'une directive initiale de planification. ML 12 fit ensuite intervenir un Operational Headquarter (OHQ) au niveau stratégique militaire, localisé à Potsdam (Allemagne) et armé par environ 200 militaires des Etats membres. Enfin la base de Brindisi (Italie) a accueilli un état-major opérationnel Force Headquarter (FHQ). Au bilan, ML12 aura concerné près de 500 personnes issues des structures du SEAE, de la [Commission \(DG Echo\)](#), ayant en charge les questions humanitaires et de protection civile), des délégations de l'UE, du Conseil, des Etats membres et même d'organisations internationales telles que l'[ONU](#) et le [CICR](#).

Le retour d'expérience de cet exercice est actuellement en cours d'élaboration et devrait aboutir au printemps 2013. Certains enseignements relatifs, entre autres, au recueil et au partage de l'information en temps réel ainsi qu'à la coopération civilo-militaire ont déjà pu être tirés par les participants. ML 12 a donné une excellente occasion de mettre en œuvre l'approche globale de l'UE tout au long de la phase de planification.


**Entretien**

**Monsieur Jean-Alexis TANCHOU**  
**directeur d'OPERA-ERGONOMIE/ BU Défense-sécurité**  
**et observateur de l'exercice ML12**



Monsieur Jean-Alexis Tanchou est directeur de la [société Opéra-Ergonomie](#), en charge de la division défense et sécurité. Cette entreprise est spécialisée dans la spécification fonctionnelle de briques des systèmes C4ISR (Computerized Command, Control, Communications, Intelligence, Surveillance, Reconnaissance). Monsieur Tanchou apporte son expertise sur la partie analyse de l'information et celle de la fusion de données. Membre du STANAG 4586 traitant de l'interopérabilité au sein de l'[OTAN](#), il en organise la session française en janvier 2012.

Dans le cadre de ses activités, il participe à différentes campagnes embarquées aux côtés des opérationnels (Bab-El-Mandeb, Golfe Persique, Mer d'Arabie, Ormuz) ce qui lui permet de renforcer son expertise dans le domaine de la menace asymétrique, de la sûreté et de la défense maritime. Monsieur Tanchou est auditeur de l'[IHEDN](#), issu de la promotion « Commandant Caroline Aigle » (187 SR-2011).

**1) La gestion des crises actuelles repose sur l'acquisition, le partage et la diffusion de l'information et du renseignement. Ce processus est-il maîtrisé par les structures européennes de gestion de crise?**

L'exercice de gestion de crise de l'[Union européenne](#) Multi Layer 2012 a eu comme objectif de permettre à ses acteurs de tester les nouvelles procédures de l'UE pour la gestion de crises, et notamment la capacité des structures civiles et militaires à articuler leur action pour mettre en œuvre l'approche globale. Cette capacité passe avant toutes choses par l'harmonisation de la connaissance des facteurs de crise et de leurs conséquences.

En ce sens, tous les acteurs impliqués dans la résolution d'une crise doivent dès le départ être en mesure de l'appréhender avec les mêmes clés de lecture, avec la même fiabilité.

Cependant, et parce que le concept de gestion de crise globale engage une collaboration entre deux univers, entre deux cultures qui sont intrinsèquement opposées, il est vraisemblable que la répartition de ces clés de lecture se fasse au détriment de la pérennité de la qualité de l'information. Comprenons bien: nous sommes face à un mariage de raison entre civils et militaires. L'exercice ML 12 vient de faire la démonstration qu'un dialogue entre ces deux mondes est possible. Certes, les échanges ne sont pas aisés, certes la démonstration de la fluidité des communications n'est pas, au lendemain de l'exercice, un modèle d'excellence opérationnelle. Mais pourquoi pourrions-nous le critiquer? Le retour d'expérience qui sera issu de ML 12 devra permettre d'identifier les points à partir desquels nous devons travailler pour faire de l'absence culturelle de dialogue le point de départ d'une analyse structurelle sous forme d'évaluation collective, afin de fournir très précisément des leviers de compréhension inhérents à l'interaction entre les différents «gestionnaires» d'une crise...globale. Le renseignement demeurera le socle de l'engagement que cela soit au niveau politico-stratégique, au niveau militaro-stratégique et bien entendu au niveau opératif. Nous le comprenons tous car avec les fonctions de connaissance et d'anticipation, il est avant toutes choses un «outil» de structuration et de consolidation de la souveraineté nationale de chacun des 27 Etats membres de l'Union.

Néanmoins, ce qui est identifié comme un point de passage indispensable pour les états-majors militaires, demeure plus mesuré pour les structures civiles intra-institutionnelles. Nous disposons dans les pays où nous sommes impliqués d'un contact avec la réalité à très forte valeur ajoutée, notamment au travers des représentants de l'Union européenne qui sont engagés physiquement auprès des populations. Partager une lecture privilégiée de ces connaissances au travers d'une coordination qui interdirait la suggestion d'une ligne de conduite opérationnelle serait d'autant plus efficace que cette connaissance des enjeux humains allie dès à présent qualification et mobilité. C'est pour cela que l'expertise de l'Union européenne, impliquée

dans le soutien des populations, est reconnue et soutenue. L'excellence opérationnelle de la [DG ECHO](#) est en ce sens un exemple à suivre au travers de sa fine connaissance des principes humanitaires. Le challenge, extraordinairement innovant, sera non seulement de réussir la coordination mais aussi de sensibiliser les acteurs sur le terrain à l'idée que le renseignement est un outil qui participe à la stabilisation de situations qui se retrouveraient fragilisées par l'évolution de tendances que nous n'aurions pas su anticiper faute d'être en mesure d'en comprendre les changements.

Acquérir et organiser l'information utile, enrichir et raccourcir le cycle décisionnel permettent d'anticiper et d'accélérer le rythme de la manœuvre et donc d'apporter aux populations des leviers de sécurisation. Sans doute faudra-t-il accompagner ces acteurs, porteurs d'expertises d'autant plus importantes qu'elles sont hétéroclites, vers l'ouverture d'un dialogue, ciblé et privilégié, avec les autorités militaires et cela très en amont des crises.

Intégrer ces acteurs comme des leviers de performance de la fonction connaissance et anticipation peut être une source d'optimisation de la connaissance partagée de la situation. Faisons une proposition: pourquoi ne pas imaginer rassembler deux mondes qui ne semblent pas faits pour dialoguer au travers d'un



projet visant à proposer un apprentissage de la culture du renseignement ? L'exploitation des données issues du terrain participe à la compréhension de l'évolution des tendances sociales et culturelles, les évolutions économiques et politiques mais aussi sécuritaires des pays dans lesquels sont inscrites les missions humanitaires. Le retour, collectif, d'expérience de l'exercice ML12 devrait nous permettre de nous projeter sur la faisabilité d'une action de formation globale, civilo-militaire dans ce domaine.

De fait, et nous venons de le voir, le processus de partage de l'information au sens civilo-militaire pourrait devenir, demain, un outil de pacification au service des populations. C'est donc, selon moi, le bon moment pour

que ces deux univers se structurent autour d'un projet dont l'unique objectif serait de fournir à tous les acteurs de la gestion de crise globale une langue commune. Par ailleurs, il faut aussi prendre en compte que les besoins sécuritaires sont de niveaux différents car le «besoin d'en connaître» n'est pas homogène. Ceci n'est pas de nature à décomplexer les échanges... De fait, les personnes que nous avons rencontrées reconnaissent unanimement la faiblesse du système actuel. Ceci trouve une explication dans un fonctionnement et un cloisonnement hérités d'avant le traité de Lisbonne. Il y a donc une superposition des systèmes, ce qui peut minimiser également le déploiement du retour d'expérience.

La circulation physique des informations est elle-même alourdie par la dispersion de mêmes services au sein de différents bâtiments, l'institution ne proposant pas encore un système commun sécurisé de partage de l'information, on comprend mieux alors la complexité de l'exercice mais surtout, et c'est une réelle opportunité, le fabuleux challenge que représente notre capacité à réussir l'harmonisation du partage de l'information. L'objectif qui est devant nous, et qui est un objectif de rassemblement, nous permettra de tester notre volonté de communiquer au-delà de clivages partisans.

**2) [TOPFAS \(Tool for Operational Planning, Force Activation and Simulation\)](#) est un outil de planification de l'OTAN. Il suit un processus de planification et aide à la publication des documents de planification. TOPFAS a été utilisé au cours de l'exercice à l'Operational Headquarter (OHQ) de Potsdam. Ce logiciel a-t-il joué un rôle déterminant dans le cadre de cet exercice?**

TOPFAS est un outil connu. L'Allemagne a fait le choix depuis l'OHQ de Potsdam de le tester dans un environnement européen. Les résultats heureux du test de TOPFAS à l'occasion de ML12 ont renforcé le constat que l'OHQ permanent de Potsdam est reconnu comme un instrument de performance dans le dispositif allemand.

Mais ne nous trompons pas, nous sommes dans une phase de construction alors ne nous interdisons pas de considérer les outils à inventer, dès à présent, pour accompagner l'émergence d'une solution propriétaire qui sera européenne.

Nous pourrions imaginer des évolutions et des adaptations spécifiques en utilisant TOPFAS mais dans ce cas nous demeurerons toujours inscrits dans une logique d'action globale et non pas dans la cohérence d'une approche globale. L'action globale est une vision tendant à développer une culture du «court-termisme» et qui ne saurait présager de résultats pérennes et adaptés à la recherche de solutions de qualité, qui elles, s'inscriraient dans le temps. Des solutions intrinsèquement liées à la culture collaborative des 27 Etats membres de l'Union Européenne.

La recherche de la cohérence des buts nous oblige aujourd'hui même, à combiner les outils de dialogues. Comment pourrions-nous en ne nous inscrivant pas dans cette démarche éviter de nous enfermer dans une culture de l'acquis au risque de nous interdire d'explorer de nouvelles pistes? Analyser la performance des systèmes et analyser les effets participant à l'analyse des besoins. Hors aujourd'hui cette analyse est écartée car l'outil est déjà désigné. N'est-ce pas prématuré?

Analyser et évaluer les critères de performances sont rarement des actions préjudiciables.

En ce sens, nous n'avons pas le droit de considérer le logiciel TOPFAS comme le seul outil qui pourrait répondre à la recherche d'une solution globale, précisément parce que nous n'avons pas clôturé la phase exploratoire. Mais l'avons-nous commencée? Nous considérons aujourd'hui un outil qui nous a permis de dialoguer parce que nous nous sommes donné les moyens de son succès. Ce succès dirigé et accompagné nous permet-il de le faire rayonner au delà de l'exercice ML12?

Nous isoler dans une lecture ramassée et figée de nos besoins est l'assurance d'augmenter et d'aggraver les facteurs de fragilité qui, irrémédiablement, impacteraient les outils de demain.

Il nous appartient donc au travers d'une démarche responsable de prouver que la performance recherchée passera par le développement d'un démonstrateur qui par ses résultats sera porteur d'une vraie valeur pour l'avenir. Ceci serait la garantie pour tous, de ne pas partir sur des socles existants et qui entraînent de mauvaises hypothèses. De quoi a-t-on besoin? Indéniablement il nous faut inventer un driver d'interopérabilité et de connexion. Réfléchissons à la construction d'un prototype qui permettrait de fournir la preuve du concept et qui se rapprocherait d'un outil de normalisation.

Il nous appartient donc tout comme il appartient aux industriels Français de considérer ces opportunités et de guider la normalisation et la standardisation de demain sur l'ensemble des échanges.

«Customiser» TOPFAS serait au mieux de l'action globale et non de l'approche globale. Le processus que nous proposons ici n'est rien d'autre que l'acteur principal du mariage entre l'évaluation et l'amélioration de la cohérence des buts.

La gestion de crise globale et multidimensionnelle au sens de l'Union Européenne est très éloignée de la «coïncidence des objectifs» au sens de l'OTAN. Cette approche souligne le cheminement collectif vers un objectif partagé tout utilisant les outils des autres nations pour les piloter. La limite de l'exercice est plus rapidement identifiable que ne le sont les leviers de performance recherchés dans l'approche globale.

Si l'on pense qu'il est nécessaire d'éviter la juxtaposition des systèmes, il nous faudra alors reconsidérer les principes de bases que sont notamment la formation, la dimension culturelle, la conduite et la planification des opérations complexes et enfin la logique de dimension fonctionnelle. Ne pas faire cela revient à fournir la garantie de l'émergence d'une erreur qui sera partagée. En effet, la recherche de solutions en ne considérant uniquement que l'ambition des systèmes ne pourra être que synonyme d'échec.

Ne pas percevoir que l'évolution des tendances nous propose une formidable opportunité qui appellera dès demain le déploiement d'un standard, serait une erreur d'autant plus préjudiciable pour notre industrie de défense que les domaines concernés touchent autant à la fusion de données qu'à la sûreté maritime. Attention, changements profonds et durables devant nous...

### **3) Pourriez-vous nous décrire votre perception générale des résultats de l'exercice ML12, en particulier dans les domaines de l'adaptation des procédés de gestion de l'information, des relations Bruxelles-OHQ-FHQ et des connaissances des procédures de gestion de crise par les acteurs de ML12?**

L'exercice est contesté en interne car il est proposé dans un format inhabituel: durée jugée excessive, nombre d'acteurs jugé trop important. Cette contestation a des conséquences sur le niveau d'implication de chacune des structures intra-institutionnelles. La connaissance de la gestion de crise globale et du partage de l'information avec les [délégations hors de l'UE](#) pourrait être améliorée. De plus, la différence de la

surface financière des budgets civils et militaires freine le dynamisme de l'exercice. La résistance au changement et une différence de capacité d'engagement d'équivalent temps plein (personnel détaché en permanence sur l'exercice) semblent donc avoir été les deux freins, sources de défaillances, au démarrage de l'exercice.

Le **SEAE** est une structure jeune et, dont la ressource humaine n'a pas encore totalement assimilé la culture "gestion de crise", ce qui peut expliquer le manque de connaissance des procédures. L'objectif principal de ML12 résidait dans l'opportunité de tester de nouvelles procédures pour la gestion de crises globales, il apparaît du fait du point évoqué ci-dessus que cet objectif était probablement trop ambitieux. Ceci permet de comprendre pourquoi les retours d'expériences issus des différents exercices ne sont pas mis en œuvre de façon collective mais de façon isolée.

Soyons vigilants, nous sommes ici en présence d'un axe de réflexion qu'il nous faudra considérer avec soin si nous recherchons de la performance. N'ayons pas peur de poser une question qui apportera une réponse fédératrice. Dans cette affaire comme dans les précédentes, si le retour d'expérience n'est pas déployé et mesuré collectivement, quel est alors le sens des exercices collectifs?

Le principal problème est illustré par l'interaction entre la gestion de crise globale et la politique générale car c'est la fusion de ces deux volumes qui est source de dysfonctionnements.

Ceci étant dit, il faut bien comprendre que l'intérêt des exercices est quand même assez souvent d'en mesurer les limites. Aussi, et nous le verrons dans les prochaines semaines, il est plutôt heureux que nous puissions identifier toutes ces pistes d'améliorations. Des pistes qui permettront demain à différents industriels de proposer des réponses technologiques adaptées à l'analyse intégrée. La critique est facile car l'exercice est avant tout innovant.

Mais c'est là son principal intérêt, il propose une lecture nouvelle de la résolution des crises en intégrant très profondément dans le dispositif des acteurs qui d'habitude ne se parlent pas.

Si l'on entend que l'exercice a peut-être été trop ambitieux, on peut affirmer qu'il ne le fut pas assez à la lecture des nombreuses pistes qui se dégagent devant nous. Des pistes pour améliorer la collaboration entre civils et militaires à un moment où l'émergence de crises multidimensionnelles et l'expansion de conflits de type asymétrique, ne peuvent que nous inciter à montrer la plus grande vigilance quant à la réussite de l'association de toutes les compétences pour lutter durablement et efficacement contre ces menaces.



**Rédacteur en chef :**  
**Capitaine Anthony DUPATY**